

Vu l'avis n° 44.878/1/V du Conseil d'Etat, donné le 12 août 2008, par application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1 septembre 2006 relatif à l'octroi de périodes de cours complémentaires destinées à promouvoir l'intégration des élèves allophones, le point 4° est remplacé par la disposition suivante :

"4° élève TNN (élève dont la langue familiale n'est pas le néerlandais) : l'élève ne parlant le néerlandais avec personne dans le ménage, composé de père et/ ou de mère et/ ou de frères et sœurs, ou parlant le néerlandais avec au maximum un membre dans un ménage de trois membres (l'élève non compris), les frères et sœurs étant considérés comme un seul membre du ménage. Les parents déclarent sur l'honneur que la langue familiale n'est pas le néerlandais."

Art. 2. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "la période biennale" sont remplacés par les mots "la période triennale".

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Le nombre de périodes complémentaires qu'une école obtient par application de l'article 4 est attribué pour une période de trois années scolaires consécutives.

Le premier cycle triennal débute à compter de l'année scolaire 2008-2009.

Des programmations, fusions et restructurations n'ont pas d'incidence sur le nombre de périodes de cours complémentaires attribué par école. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2008.

Art. 5. Le Ministre flamand qui a l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 5 septembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,

F. VANDENBROUCKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 3507

[C — 2008/29453]

18 JUILLET 2008. — Décret portant certaines adaptations au décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Titre I^{er}. — Dispositions modificatives

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, 9°, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, les mots « ou un distributeur de services » sont insérés après les mots « par un éditeur de services ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même décret, le 19° est remplacé par la définition suivante :

« 19° Oeuvre audiovisuelle : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

a) Le programme répond à la définition de l'œuvre de fiction cinématographique ou télévisuelle au sens de l'article 1^{er}, 19°bis, ou de l'œuvre documentaire au sens de l'article 1, 19°ter.

b) Le programme n'est pas un des programmes suivants :

— Un programme télévisuel de plateaux, y compris celui qui présente des séquences documentaires ou de fiction;

— Un programme télévisuel de divertissement, y compris celui qui comporte des éléments de scénario, une mise en scène ou un montage ou qui présente une certaine forme de réalité;

— Un programme télévisuel visant à reproduire de manière fictive des programmes de plateaux;

— Un reportage d'actualité;

— Un magazine d'information;

— Une captation simple, sans modification de la scénographie, ni montage, d'un spectacle vivant dès lors que ce spectacle existe indépendamment du programme télévisuel; ».

Art. 3. Dans l'article 1^{er} du même décret, est inséré un 19bis rédigé comme suit :

« 19°bis Oeuvre de fiction cinématographique ou télévisuelle : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

a) Etre une création de l'imagination, même s'il vise à retransmettre une réalité;

b) Etre une œuvre mise en scène dont la production fait appel à un scénario, y compris pour des tournages laissant une place à l'improvisation, et dont, à l'exception des œuvres d'animation, la réalisation repose sur la prestation d'artistes-interprètes pour l'essentiel de sa durée. ».

Art. 4. Dans l'article 1^{er} du même décret, est inséré un 19^oter rédigé comme suit :

« 19^oter Oeuvre documentaire : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

- a) Présenter un élément du réel;
- b) Avoir un point de vue d'auteur caractérisé par une réflexion approfondie, une maturation du sujet traité, une recherche et une écriture;
- c) Permettre l'acquisition de connaissances;
- d) Le traitement du sujet doit se démarquer nettement d'un programme à vocation strictement informative;
- e) Avoir un potentiel d'intérêt durable autre qu'à titre d'archive. »

Art. 5. Dans l'article 1^{er}, 21^o, du même décret, le mot « abonné » est remplacé par le mot « utilisateur ».

Art. 6. Dans l'article 1^{er}, 23^o du même décret, les mots « sous forme de rémunération ou sous toute autre forme de paiement » sont insérés entre les mots « toute contribution » et les mots « d'une institution ».

Art. 7. Dans l'article 1^{er}, 24^o du même décret, les mots « ou un distributeur de services » sont insérés après les mots « par un éditeur de services ».

Art. 8. Dans l'article 1^{er} du même décret, le 28^o est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 1^{er}, 41^o du même décret, le mot « abonnés » est remplacé par le mot « utilisateurs ».

Art. 10. Dans l'article 1^{er} du même décret, un 41^obis rédigé comme suit est inséré :

« 41^obis Télé-achat : la diffusion d'offres directes au public, sous forme de programmes ou de spots, en vue de la fourniture, moyennant paiement, de biens ou de services, y compris des biens immeubles, ou de droits et d'obligations; ».

Art. 11. Dans l'article 1^{er} du même décret, est inséré un 41^oter rédigé comme suit :

« 41^oter Télé-achat clandestin : la diffusion d'offres directes au public en vue de la fourniture, moyennant paiement, de biens et services, en dehors des écrans qui leurs sont réservés et risquant d'induire le public en erreur sur la nature de telles offres; ».

Art. 12. Dans l'article 1^{er} du même décret, est inséré un 43^obis rédigé comme suit :

« 43^obis Utilisateur : toute personne qui utilise, à une ou plusieurs reprises, un ou plusieurs services de radiodiffusion d'un distributeur de services; ».

Art. 13. Dans l'article 1^{er} du même décret, le 45^o tel qu'inséré par le décret 19 juillet 2007 est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 4, § 2 du même décret, le dernier alinéa est abrogé.

Art. 15. Dans l'article 4 du même décret, le § 5 suivant est inséré :

« § 5. Le Gouvernement, après avoir pris l'avis du CSA, arrête les modalités d'application du présent article en déterminant :

- Les éléments permettant de considérer un événement comme étant d'intérêt majeur;
- Les éléments permettant de considérer un service de radiodiffusion télévisuelle comme étant à accès libre;
- Si l'accès au public doit être garanti en direct, en différé, totalement ou partiellement pour chaque événement listé;
- Les conditions dans lesquelles un éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle à accès libre peut différer la diffusion d'un événement pour lequel il a acquis un droit de transmission en direct et en intégralité;
- Les conditions dans lesquelles un éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle à accès non libre détenteur d'un droit d'exclusivité sur un événement doit proposer de céder ce droit à un éditeur de services de télévision à accès libre.
- Les conditions dans lesquelles un éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle à accès non libre détenteur d'un droit d'exclusivité sur un événement peut diffuser cet événement. »

Art. 16. Dans l'article 15 du même décret, les mots « et l'autopromotion » sont insérés entre les mots « le parrainage » et les mots « , les éditeurs de services ».

Art. 17. L'article 30 du même décret est abrogé.

Art. 18. L'article 31 du même décret est abrogé.

Art. 19. Dans l'article 36, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le délai de conservation des programmes pour les radios indépendantes visées à l'article 53 et pour les éditeurs de services de radiodiffusion sonore visés à l'article 58, s'ils sont constitués en association sans but lucratif, est de deux mois. »

Art. 20. L'article 41 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 41. § 1^{er}. L'éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle doit contribuer à la production d'œuvres audiovisuelles. Cette contribution se fait soit sous la forme de coproduction ou de préachat d'œuvres audiovisuelles, soit sous la forme d'un versement au Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Avant le 15 février de chaque année de contribution, l'éditeur de services informe, par lettre recommandée à la poste, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel et le CSA de la forme de contribution qu'il a choisie. Pour la première année d'activité, l'information est communiquée dans les 30 jours qui suivent le premier jour de l'activité d'édition. A défaut d'avoir transmis cette information dans les délais fixés, la contribution sous la forme d'un versement au Centre du cinéma et de l'audiovisuel s'applique à l'éditeur de services.

Les modalités de ces deux formes de contribution sont fixées par le Gouvernement.

Pour la contribution sous forme de coproduction ou de préachat, le Gouvernement prévoit notamment la constitution de Comités d'accompagnement chargés d'émettre un avis sur le respect de l'obligation de contribution. Chaque Comité d'accompagnement est composé des représentants de l'éditeur de services, du Gouvernement et des organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française.

Pour la contribution sous forme de coproduction ou de préachat, le Gouvernement prévoit également aux conditions qu'il fixe :

1° Que l'éditeur de services puisse confier, sous sa seule responsabilité, la charge de tout ou partie de son obligation à une société tierce.

2° Que les engagements financiers en coproduction ou en préachat pris par chaque éditeur de services dans des œuvres audiovisuelles génèrent, pour un montant équivalent, des retombées économiques en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation prévue par lui.

Les Comités d'accompagnement visés à l'alinéa précédent transmettent annuellement un rapport d'évaluation au CSA.

L'éditeur de services qui contribue sous la forme de coproduction ou de préachat, doit engager le montant de sa contribution dans des projets de production qui ont été préalablement agréés par le Gouvernement en tant qu'œuvre audiovisuelle. Le Gouvernement détermine les modalités de cet agrément.

Complémentairement à l'arrêté du Gouvernement pris en application de l'alinéa 4, des conventions peuvent être conclues, entre chaque éditeur de services, le Gouvernement et les organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française, afin d'orienter l'obligation de l'éditeur de services vers un type particulier d'œuvre audiovisuelle. Ces conventions peuvent également déterminer une contribution sous forme de coproduction ou de préachat supérieure à celle prévue au § 3, ou tout autre engagement supplémentaire que l'éditeur de services serait amené à prendre.

§ 2. Toute participation en coproduction ou en préachat effectuée en application d'une autre obligation légale ou bénéficiant d'un quelconque avantage légal ne peut être comptabilisée dans le cadre de la contribution visée au présent article.

§ 3. Le montant de la contribution de l'éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle visée au paragraphe 1^{er} doit représenter, au minimum :

- 1,4 % de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 0 et 5 millions d'euros;
- 1,6 % de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 5 et 10 millions d'euros;
- 1,8 % de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 10 et 15 millions d'euros;
- 2 % de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 15 et 20 millions d'euros;
- 2,2 % de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur à 20 millions d'euros.

Les montants visés à l'alinéa précédent sont adaptables annuellement sur la base de l'indice 01.01.2004 = 100 en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971.

§ 4. On entend par chiffre d'affaires le montant des recettes brutes facturées, commissions et sur commissions non déduites, par la régie de l'éditeur de services ou, à défaut, par l'éditeur de services lui-même, pour l'insertion de messages de publicité, nationale et régionale et de parrainage dans les services de l'éditeur et de toutes les autres recettes brutes, sans aucune déduction, induites par la mise à disposition des services par l'éditeur contre rémunération, en ce compris les recettes brutes provenant de tout distributeur ou tierce personne pour l'obtention des services et les recettes brutes engendrées par le contenu des programmes de ces services.

Lorsque l'éditeur de services exerce lui-même l'activité de distributeur telle que visée à l'article 75 pour les services pour lesquels il est autorisé en vertu du présent décret, le chiffre d'affaires visé à l'alinéa précédent intègre les recettes brutes, sans aucune déduction, résultant de son activité de distributeur.

§ 5. L'éditeur de services doit remettre au Gouvernement et au Collège d'autorisation et de contrôle, annuellement, les pièces probantes permettant de déterminer le montant de son chiffre d'affaires brut. »

Art. 21. A l'article 42 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le mot « § 1^{er} » est supprimé;

2° Le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° réserver une part de 20 % de son temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion, au téléachat ou aux services de télétexte, à des programmes dont la version originale est d'expression française, à l'exclusion des programmes consacrés aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion et au téléachat. »

Art. 22. A l'article 43, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Les éditeurs de services visés au § 1^{er} » sont remplacés par les mots « La RTBF et les éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle »;

2° Dans le 2^e alinéa, le mot « première » est supprimé.

Art. 23. Dans l'article 44, première phrase du même décret, les mots « La RTBF et » sont insérés avant les mots « les éditeurs de services ».

Art. 24. Dans l'article 46, première phrase du même décret, les mots « l'éditeur de services doit » sont remplacés par les mots « La RTBF et l'éditeur de services doivent ».

Art. 25. Dans l'article 47, dernière phrase du même décret, les mots « Sauf s'il s'agit d'autopromotion, » sont insérés avant les mots « la durée de ces programmes ».

Art. 26. Dans l'article 59, dernier alinéa du même décret, les mots « et en informe le Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi que le secrétariat général du Ministère de la Communauté française » sont insérés après les mots « de la notification ».

Art. 27. Dans l'article 60, 5° du même décret, les mots « hertzien terrestre » sont insérés entre les mots « en mode » et le mot « numérique ».

Art. 28. L'article 65 du même décret tel que modifié par le décret du 22 décembre 2005 est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux deux alinéas précédents, dans le cas d'une distribution d'une télévision locale sur un ou des réseaux de radiodiffusion hertzien ou sur l'Internet, l'extension de la zone de réception au-delà de la zone de couverture est permise sans que cela ne nécessite un accord entre les télévisions locales concernées. »

Art. 29. A l'article 66, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, 6°, les mots « des programmes de production propre mis à disposition par d'autres télévisions locales et » sont insérés entre les mots « à l'exclusion » et les mots « des rediffusions »;

2° Dernier alinéa, la dernière phrase est supprimée.

Art. 30. Dans l'article 68, § 1^{er}, 1^{er} alinéa du même décret, les mots « du temps de transmission quotidien consacré à la publicité, tel que visé à l'article 20 » sont remplacés par les mots « des temps de transmission consacrés à la publicité, tels que visés à l'article 20 ».

Art. 31. Dans l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, le 6° est abrogé.

Art. 32. Dans l'article 70 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 2, les mots « dans les quatre mois qui suivent les élections communales » sont remplacés par les mots « dans les 8 mois qui suivent l'installation du dernier Conseil communal de sa zone de couverture à la suite des élections communales ».

2° Dans le § 3, les mots « dans les quatre mois qui suivent les élections régionales » sont remplacés par les mots « dans les 8 mois qui suivent l'installation de l'Assemblée de la Commission communautaire française à la suite des élections régionales. »

Art. 33. Dans l'article 74 du même décret, le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'octroi des subventions est subordonné à la présentation au Gouvernement, au plus tard le 30 avril, du rapport d'activité visé à l'article 66, 14°, du bilan et du compte d'exploitation de l'exercice écoulé ainsi que d'un projet de budget pour l'exercice suivant. Le Gouvernement détermine le mode de présentation de ces documents. Une part de maximum 85 % des subventions peut toutefois être octroyée à titre provisionnel avant la présentation des documents visés au présent paragraphe. »

Art. 34. Un article 74bis rédigé comme suit est inséré dans le TITRE V. — L'offre de services, CHAPITRE I^{er}. — Règles relatives aux distributeurs de services, Section 1^{re}. — Dispositions générales du même décret :

« Art. 74bis. La RTBF, les télévisions locales et les éditeurs de services privés de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre analogique ne sont pas soumis aux dispositions du présent chapitre pour ce qui concerne la distribution de leurs propres services. »

Art. 35. L'article 79 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 79. § 1^{er}. Tout distributeur de services de radiodiffusion télévisuelle doit contribuer à la production d'œuvres audiovisuelles. Cette contribution se fait soit sous la forme de coproduction ou de préachat d'œuvres audiovisuelles, soit sous la forme d'un versement au Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Avant le 15 février de chaque année de contribution, le distributeur de services informe, par lettre recommandée à la poste, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel et le CSA de la forme de contribution qu'il a choisie. Pour la première année d'activité, l'information est communiquée dans les 30 jours qui suivent le premier jour de l'activité de distribution. A défaut d'avoir transmis cette information dans les délais fixés, la contribution sous la forme d'un versement au Centre du cinéma et de l'audiovisuel s'applique au distributeur de services.

Le montant de la contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel est payé par le distributeur de services en deux versements semestriels pour la fin des mois de janvier et de juillet de chaque année. Au moment du paiement, le distributeur de services adresse au Centre du cinéma et de l'audiovisuel et au CSA :

1° Soit une déclaration reprenant le nombre d'utilisateurs de l'année précédente, s'il opte pour la contribution forfaitaire par utilisateur visée au point 1° du § 3.

Pour les utilisateurs recourant à une formule d'abonnement à l'année, le distributeur déclare le nombre d'utilisateurs constaté au 30 septembre de l'année précédente.

Pour les utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu, le distributeur déclare la part du nombre de ceux-ci correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution. Si son activité sur la région bilingue de Bruxelles-Capitale est rattachée exclusivement à la Communauté française, il déclare la part du nombre des utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française et en Région bilingue de Bruxelles-Capitale par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution;

2° Soit une déclaration reprenant les recettes de l'année précédente, hors T.V.A. et droits d'auteur, engendrées par le paiement des utilisateurs pour l'obtention des services offerts, s'il opte pour la contribution par pourcentage visée au point 2° du § 3.

Pour les recettes provenant d'utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu, le distributeur déclare la part de ces recettes correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution. Si son activité sur la région bilingue de Bruxelles-Capitale est rattachée exclusivement à la Communauté française, il déclare la part des recettes provenant des utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française et en Région bilingue de Bruxelles-Capitale par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution.

Les modalités de la contribution sous forme de coproduction ou de préachat sont fixées par le Gouvernement. Le Gouvernement prévoit notamment la constitution de Comités d'accompagnement chargés d'émettre un avis sur le respect de l'obligation de contribution. Chaque Comité d'accompagnement est composé des représentants du distributeur de services, du Gouvernement et des organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française.

Pour la contribution sous forme de coproduction ou de préachat, le Gouvernement prévoit également aux conditions qu'il fixe :

1° Que le distributeur de services puisse confier, sous sa seule responsabilité, la charge de tout ou partie de son obligation à une société tierce.

2° Que les engagements financiers en coproduction ou en préachat pris par chaque distributeur de services dans des œuvres audiovisuelles génèrent, pour un montant équivalent, des retombées économiques en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation prévue par lui.

Les Comités d'accompagnement visés à l'alinéa précédent transmettent annuellement un rapport d'évaluation au CSA.

Le distributeur de services qui contribue sous la forme de coproduction ou de préachat, doit engager le montant de sa contribution dans des projets de production qui ont été préalablement agréés par les services du Gouvernement en tant qu'œuvre audiovisuelle. Le Gouvernement détermine les modalités de cet agrément.

Complémentairement à l'arrêté du Gouvernement pris en application de l'alinéa 4, des conventions peuvent être conclues, entre chaque distributeur de services, le Gouvernement et les organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française, afin d'orienter l'obligation du distributeur de services vers un type particulier d'œuvre audiovisuelle. Ces conventions peuvent également déterminer une contribution sous forme de coproduction ou de préachat supérieure à celle prévue au § 3, ou tout autre engagement supplémentaire que le distributeur de services serait amené à prendre.

§ 2. Toute participation en coproduction ou en préachat effectuée en application d'une autre obligation légale ou bénéficiant d'un quelconque avantage légal ne peut être comptabilisée dans le cadre de la contribution visée au présent article.

§ 3. La contribution annuelle du distributeur de services visée au § 1^{er} est fixée :

1° Soit à 2 € par utilisateurs de l'année précédente. Ce montant est indexé tous les deux ans à partir du 1^{er} janvier 2005 en fonction de l'indice santé, l'indice du mois de septembre précédent étant pris en considération;

2° Soit à 2,5 % des recettes de l'année précédente, hors T.V.A. et droits d'auteur, engendrées par le paiement des utilisateurs pour l'obtention des services offerts.

Pour la détermination de sa contribution, le distributeur de services choisit annuellement un des deux modes de calcul visés à l'alinéa précédent et en informe, au plus tard pour le 15 février de chaque année, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel et le CSA.

§ 4. Par dérogation, n'est pas soumis au paiement de la contribution visée au § 1^{er} :

1° L'éditeur de services qui exerce l'activité de distributeur afin d'offrir les services pour lesquels il est autorisé en vertu du présent décret, cette exemption ne valant que pour ces seuls services. Toutefois, s'il offre également des services tiers et qu'un utilisateur utilise à la fois les services qu'il édite et lesdits services tiers, il ne doit pas contribuer pour cet utilisateur dès lors que le résultat du pourcentage appliqué aux recettes annuelles générées par cet utilisateur en application de l'article 41 est supérieur au forfait de 2 € indexés visé au point 1° du § 3; cette dérogation n'étant d'application qu'à la condition qu'il ait opté pour la contribution forfaitaire par utilisateur visée au point 1° du § 3.

2° Le distributeur de services qui propose une offre de services complémentaire alors qu'il contribue déjà à la production d'œuvres audiovisuelles visée au § 1^{er} sur la base du nombre d'utilisateurs de son offre de base visée à l'article 81. »

Art. 36. L'article 80 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 80. § 1^{er}. Tout distributeur de services proposant une offre de services comprenant une télévision locale verse annuellement à la télévision locale concernée une contribution correspondant :

1° Soit à 2 € par an et par utilisateur établi dans la zone de couverture de la télévision locale. Ce montant est indexé tous les deux ans à partir du 1^{er} janvier 2005 en fonction de l'indice santé, l'indice du mois septembre précédent étant pris en considération;

2° Soit à 2,5 % des recettes de l'année précédente, hors T.V.A. et droits d'auteur, engendrées par le paiement des utilisateurs établis dans la zone de couverture de la télévision locale pour l'obtention des services offerts.

Pour la détermination de sa contribution, le distributeur de services choisit annuellement un des deux modes de calcul visés à l'alinéa précédent et en informe, au plus tard pour le 15 février de chaque année, la télévision locale et le CSA.

§ 2. Si le distributeur de services propose dans son offre de services plusieurs télévisions locales, il verse sa contribution à la télévision locale faisant l'objet d'un droit de distribution obligatoire sur la zone qu'il dessert.

§ 3. Le montant de la contribution à la télévision locale est payé par le distributeur de services en deux versements semestriels pour la fin des mois de janvier et de juillet de chaque année. Au moment du paiement, le distributeur de services adresse à la télévision locale et au CSA :

1° Soit une déclaration reprenant le nombre d'utilisateurs de l'année précédente établis dans la zone de couverture, s'il opte pour la contribution forfaitaire par utilisateur visée au point 1° du § 1^{er}. Pour les utilisateurs recourant à une formule d'abonnement à l'année, le distributeur déclare le nombre d'utilisateurs constaté au 30 septembre de l'année précédente. Pour les utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu, le distributeur déclare la part du nombre de ceux-ci correspondant au pourcentage que représente la population de la zone de couverture de la télévision locale par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution.

2° Soit une déclaration reprenant les recettes de l'année précédente, hors T.V.A. et droits d'auteur, engendrées par le paiement des utilisateurs établis dans la zone de couverture de la télévision locale pour l'obtention des services offerts, s'il opte pour la contribution par pourcentage visée au point 2° du § 1^{er}. Pour les recettes provenant d'utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu, le distributeur déclare la part de ces recettes correspondant au pourcentage que représente la population de la zone de couverture de la télévision locale par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution. »

Art. 37. L'article 84 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 84. Les opérateurs de réseaux visés à l'article 116, §§ 4 à 6, sont considérés comme des distributeurs de services, sauf si les éditeurs de services regroupés sur un même réseau numérique en décident autrement et désignent conjointement une société distincte de l'opérateur de réseau.

Les sociétés visées à l'alinéa précédent doivent dans tous les cas effectuer une déclaration conformément à l'article 75. ».

Art. 38. L'article 86 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 86. Les opérateurs de réseaux visés à l'article 112, §§ 3 à 5, sont considérés comme des distributeurs de services, sauf si les éditeurs de services regroupés sur un même réseau numérique en décident autrement et désignent conjointement une société distincte de l'opérateur de réseau.

Les sociétés visées à l'alinéa précédent doivent dans tous les cas effectuer une déclaration conformément à l'article 75. »

Art. 39. Les articles 85 et 87 du même décret sont abrogés.

Art. 40. Dans l'article 100 du même décret, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Selon les cas, le Collège d'autorisation et de contrôle autorise l'usage et assigne les radiofréquences selon la liste arrêtée par le Gouvernement.

L'assignation de la radiofréquence fait l'objet d'une autorisation délivrée pour une durée de neuf ans et emporte l'usage de toutes les caractéristiques techniques y afférentes.

Par dérogation au premier alinéa, le Gouvernement peut assigner des radiofréquences à des personnes morales en vue d'une utilisation temporaire. L'acte d'assignation comporte les caractéristiques techniques d'utilisation de la radiofréquence, l'objet pour lequel la radiofréquence est assignée à titre provisoire, ainsi que la durée maximale d'utilisation de la radiofréquence qui ne peut en aucun cas dépasser neuf mois. ».

Art. 41. Dans l'article 108, 2^e alinéa, dernière phrase du même décret, les mots « somme adaptée » sont remplacés par les mots « sommes adaptées ».

Art. 42. Dans l'article 109 du même décret, les mots « par les opérateurs de réseau de » sont remplacés par les mots « pour la ».

Art. 43. L'article 110 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 110. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables en tout ou partie à la radiodiffusion sonore en mode numérique conformément à l'article 99, le Gouvernement publie un appel d'offre au *Moniteur belge*.

L'appel d'offre comprend notamment la liste des radiofréquences assignables aux opérateurs de réseau, accompagnées de leurs caractéristiques techniques. La liste identifie les réseaux numériques à rayonnement communautaire et les réseaux numériques à rayonnement régional ou local.

L'appel d'offre indique également si tout ou partie de la capacité du ou des réseaux numériques est disponible et, s'il échet, la capacité disponible dans chaque réseau numérique.

L'appel d'offre fixe le délai dans lequel les candidatures doivent être introduites. »

Art. 44. Dans l'article 111 du même décret, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les candidatures à l'appel d'offre sont présentées par des candidats à l'obtention d'une autorisation d'éditer un service de radiodiffusion sonore telle que visée à la section II du Chapitre IV du titre III. Les éditeurs de services de radiodiffusion sonore autorisés en vertu de la section première et de la section II du Chapitre IV du titre III peuvent également présenter leurs candidatures pour des services de radiodiffusion sonore déjà couverts par une autorisation s'ils souhaitent que ces services soient repris intégralement dans un ou des réseaux numériques.

Les candidatures à l'appel d'offre sont introduites par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA.

L'appel d'offre détermine le contenu de la déclaration de candidature, qui comprend au moins les éléments suivants :

1° S'il s'agit d'un candidat à l'obtention d'une autorisation d'éditer un service de radiodiffusion sonore, toutes les données visées à l'article 58.

2° S'il s'agit d'un éditeur de services de radiodiffusion sonore autorisé en vertu du présent décret dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services, la dénomination de l'éditeur et du ou des services concernés;

3° Le besoin en bande passante pour le ou les services concernés;

4° Le cas échéant, les modalités de commercialisation du ou des services concernés, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel;

5° Le cas échéant, les zones géographiques envisagées pour la diffusion du service;

6° Les propositions du candidat quant au choix du réseau numérique dans lequel il souhaite figurer;

7° Les propositions éventuelles du candidat quant au regroupement technique ou commercial de son ou ses services avec d'autres services édités par des tiers. »

Art. 45. L'article 112 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 112. § 1^{er}. Le collège d'autorisation et de contrôle délivre les autorisations d'usage des radiofréquences aux éditeurs de services de radiodiffusion sonore dans un délai de six mois à dater de la clôture de l'appel d'offre.

L'octroi des autorisations se déroule en deux étapes selon la procédure suivante :

1° Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les demandes introduites par les candidats à l'obtention d'une autorisation d'éditer un service de radiodiffusion sonore dans les formes et selon les conditions des articles 58 et 59.

2° Le Collège d'autorisation et de contrôle statue ensuite sur l'ensemble des demandes introduites en vertu de l'article 111 § 1^{er}, et délivre les autorisations d'usage des radiofréquences en appréciant l'intérêt de chaque demande au regard de la nécessité de garantir le pluralisme et la diversité des expressions culturelles du paysage sonore en Communauté française. Il tient également le plus grand compte de la cohérence des propositions formulées par les demandeurs en matière de regroupement technique ou commercial des services dans un réseau numérique.

Dans la mesure de leur viabilité financière et économique, il favorise les services ne faisant pas appel à une rémunération de la part des usagers.

§ 2. Les autorisations d'usage des radiofréquences sont incessibles. La durée d'une autorisation est limitée à la durée de l'autorisation d'éditer le service en question sans préjudice du renouvellement éventuel de cette autorisation conformément à la réglementation en vigueur; elle ne peut en aucun cas dépasser neuf ans.

Si une partie de la capacité d'un réseau numérique venait à être libérée du fait d'un terme d'une autorisation, le Gouvernement lance un nouvel appel d'offre restreint à cette capacité, dans les formes et selon les conditions prévues aux articles 111 et 112 § 1^{er}.

Les éditeurs de services sont tenus d'assurer le début effectif de l'émission hertzienne à la date indiquée dans l'autorisation. Cette date est déterminée par le Collège d'autorisation et de contrôle, en concertation avec les éditeurs et opérateurs de réseau.

§ 3. Dans un délai de deux mois à dater de la délivrance des autorisations visées au paragraphe 1^{er}, les éditeurs de services titulaires d'un droit d'usage de radiofréquences d'un même réseau numérique proposent conjointement au collège d'autorisation et de contrôle une société chargée d'assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission des services concernés.

A défaut d'une proposition conjointe des éditeurs de services dans le délai fixé, le Collège d'autorisation et de contrôle lance un appel d'offre pour le réseau numérique concerné.

Les candidatures à l'appel d'offre visé à l'alinéa précédent sont introduites dans un délai d'un mois à dater de l'appel par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA. Elles comportent les éléments suivants :

- 1° La forme juridique du candidat, ainsi que la composition de son capital et de ses organes dirigeants;
- 2° L'adresse de son siège social et de son siège d'exploitation si celui-ci diffère de son siège social;
- 3° Les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques, en ce inclus, s'il échet, l'accès au système d'accès conditionnel;
- 4° Un plan financier établi sur trois ans;
- 5° Les caractéristiques techniques de mise en forme du signal, de sa transmission et de sa diffusion.

Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les candidatures dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre. Il apprécie les candidatures notamment au regard des éléments suivants :

- 1° Les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques;
- 2° L'expérience des candidats dans le domaine de la transmission de signaux de radiodiffusion.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle autorise l'opérateur de réseau visé au paragraphe 3 et lui assigne la ou les radiofréquences correspondantes.

L'autorisation comporte les éléments permettant d'assurer que les conditions d'accès aux opérations techniques sont équitables, raisonnables et non discriminatoires.

L'autorisation n'est pas remise en cause par la délivrance d'une nouvelle autorisation d'un droit d'usage conformément au paragraphe 2.

§ 5. Dans le cas où une partie de la ou des radiofréquences formant un réseau numérique est déjà mise à la disposition de la RTBF, cette dernière dispose du droit d'être considérée comme l'opérateur de réseau du réseau numérique en question. Si elle exerce ce droit dans le délai visé au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, alors elle est autorisée de plein droit en tant qu'opérateur de réseau pour le réseau en question.

Le Collège d'autorisation et de contrôle veille à ce que les conditions d'accès aux opérations techniques assurées par la RTBF soient équitables, raisonnables et non discriminatoires.

Si la RTBF n'exerce pas le droit visé à l'alinéa 1^{er}, le Collège d'autorisation et de contrôle applique la procédure visée aux paragraphes 3 et 4.

§ 6. Le CSA transmet une copie certifiée conforme du titre d'autorisation d'usage d'une radiofréquence de l'éditeur de services ainsi que du titre d'autorisation de l'opérateur de réseau au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. »

Art. 46. Dans l'article 113 du même décret, les mots « par les opérateurs de réseau de » sont remplacés par les mots « pour la ».

Art. 47. Un article 113bis rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Art. 113bis. Pour l'application de la présente sous-section, il y a deux catégories de services de radiodiffusion télévisuelle en mode numérique par voie hertzienne terrestre :

— Les services de télévision numérique destinés à être reçus par le biais d'une antenne fixe ou d'une antenne portable;

— Les services de télévision mobile personnelle, destinés à être reçus en mouvement avec une autonomie énergétique complète. »

Art. 48. L'article 114 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 114. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables en tout ou partie à une catégorie de services de radiodiffusion télévisuelle en mode numérique conformément à l'article 99, le Gouvernement publie un appel d'offre au *Moniteur belge*.

L'appel d'offre comprend notamment la liste des radiofréquences accompagnées de leurs caractéristiques techniques. La liste identifie les réseaux numériques à rayonnement communautaire et les réseaux numériques à rayonnement régional ou local.

L'appel d'offre indique également si tout ou partie de la capacité du ou des réseaux numériques est disponible et, s'il échet, la capacité disponible dans chaque réseau numérique.

L'appel d'offre fixe le délai dans lequel les candidatures doivent être introduites. »

Art. 49. Dans l'article 115 du même décret, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les candidatures à l'appel d'offre sont présentées par des candidats à l'obtention d'une autorisation d'éditer un service de radiodiffusion télévisuelle telle que visée au titre III du présent décret. Les éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle autorisés en vertu du présent décret et les éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle disposant d'une autorisation délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne peuvent également présenter leurs candidatures pour des services de radiodiffusion télévisuelle déjà couverts par une autorisation s'ils souhaitent que ces services soient repris intégralement dans un ou des réseaux numériques.

Les candidatures à l'appel d'offre sont introduites par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA.

L'appel d'offre détermine le contenu de la déclaration de candidature, qui comprend au moins les éléments suivants :

1° S'il s'agit d'un candidat à l'obtention d'une autorisation d'éditer un service de radiodiffusion télévisuelle, toutes les données visées à l'article 37.

2° S'il s'agit d'un éditeur de services autorisé en vertu du présent décret dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services, la dénomination de l'éditeur et du ou des services concernés;

3° S'il s'agit d'un éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle disposant d'une autorisation délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services, la dénomination de l'éditeur et du ou des services concernés, ainsi qu'une copie de la ou des autorisations correspondantes;

4° Le besoin en bande passante pour le ou les services concernés;

5° Le cas échéant, les modalités de commercialisation du ou des services concernés, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel;

6° Le cas échéant, les zones géographiques envisagées pour la diffusion du service;

7° Les propositions du candidat quant au choix du réseau numérique dans lequel il souhaite figurer;

8° Les propositions éventuelles du candidat quant au regroupement technique ou commercial de son ou ses services avec d'autres services édités par des tiers. »

Art. 50. L'article 116 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 116. § 1^{er}. Le collège d'autorisation et de contrôle délivre les autorisations d'usage des radiofréquences aux éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle dans un délai de [six] mois à dater de la clôture de l'appel d'offre.

La procédure d'octroi des autorisations se déroule en deux étapes selon la procédure suivante :

1° Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les demandes introduites par les candidats à l'obtention d'une autorisation d'éditer un service de radiodiffusion télévisuelle dans les formes et selon les conditions du titre III du présent décret applicables à la radiodiffusion télévisuelle.

2° Le Collège d'autorisation et de contrôle statue ensuite sur l'ensemble des demandes introduites en vertu de l'article 115, § 1^{er}, et délivre les autorisations d'usage des radiofréquences en appréciant l'intérêt de chaque demande au regard de la nécessité de garantir le pluralisme et la diversité des expressions culturelles du paysage télévisuel en Communauté française, et des engagements des candidats pris en application de l'article 41, § 1^{er}, dernier alinéa ou de leur contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel en application de l'article 41, § 1^{er}. Il tient également le plus grand compte de la cohérence des propositions formulées par les demandeurs en matière de regroupement technique ou commercial des services dans un réseau numérique.

Dans la mesure de leur viabilité financière et économique, il favorise les services ne faisant pas appel à une rémunération de la part des usagers.

Dans le cas d'appels d'offre proposant un ou des réseaux numériques à rayonnement régional ou local, il veille à ce que toute télévision locale ayant introduit une candidature pour la reprise intégrale de son service dispose d'une capacité suffisante dans le réseau concerné couvrant sa zone de couverture, afin qu'elle puisse exercer sa mission de service public conformément à l'article 64.

§ 2. Lorsque des autorisations d'usage d'une radiofréquence sont délivrées à des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle disposant d'une autorisation délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne, les services en question sont considérés comme des services relevant du présent décret et soumis à toutes ses dispositions.

§ 3. Les autorisations d'usage des radiofréquences sont incessibles. La durée d'une autorisation est limitée à la durée de l'autorisation d'éditer le service en question sans préjudice du renouvellement éventuel de cette autorisation conformément à la réglementation en vigueur; elle ne peut en aucun cas dépasser neuf ans.

Si une partie de la capacité d'un réseau numérique venait à être libérée du fait d'un terme d'une autorisation, le Gouvernement lance un nouvel appel d'offre restreint à cette capacité, dans les formes et selon les conditions prévues aux articles 115 et 116, § 1^{er}.

Les éditeurs de services sont tenus d'assurer le début effectif de l'émission hertzienne à la date indiquée dans l'autorisation. Cette date est déterminée par le Collège d'autorisation et de contrôle, en concertation avec les éditeurs et opérateurs de réseau.

§ 4. Dans un délai de deux mois à dater de la délivrance des autorisations visées au paragraphe 1^{er}, les éditeurs de services titulaires d'un droit d'usage de radiofréquences d'un même réseau numérique proposent conjointement au Collège d'autorisation et de contrôle une société chargée d'assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission des services concernés.

A défaut d'une proposition conjointe des éditeurs de services dans le délai fixé, le Collège d'autorisation et de contrôle lance un appel d'offre pour le réseau numérique concerné.

Les candidatures à l'appel d'offre visé à l'alinéa précédent sont introduites dans un délai d'un mois à dater de l'appel par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès du président du CSA. Elles comportent les éléments suivants :

- 1° La forme juridique du candidat, ainsi que la composition de son capital et de ses organes dirigeants;
- 2° L'adresse de son siège social et de son siège d'exploitation si celui-ci diffère de son siège social;
- 3° Les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques, en ce inclus, s'il échet, l'accès au système d'accès conditionnel;
- 4° Un plan financier établi sur trois ans;
- 5° Les caractéristiques techniques de mise en forme du signal, de sa transmission et de sa diffusion.

Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les candidatures dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre. Il apprécie les candidatures notamment au regard des éléments suivants :

- 1° Les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques;
- 2° L'expérience des candidats dans le domaine de la transmission de signaux de radiodiffusion.

§ 5. Le Collège d'autorisation et de contrôle autorise l'opérateur de réseau visé au paragraphe 4 et lui assigne la ou les radiofréquences correspondantes.

L'autorisation comporte les éléments permettant d'assurer que les conditions d'accès aux opérations techniques sont équitables, raisonnables et non discriminatoires.

L'autorisation n'est pas remise en cause par la délivrance d'une nouvelle autorisation d'un droit d'usage conformément au paragraphe 3.

§ 6. Dans le cas où une partie de la ou des radiofréquences formant un réseau numérique est déjà mise à la disposition de la RTBF, cette dernière dispose du droit d'être considérée comme l'opérateur de réseau du réseau numérique en question. Si elle exerce ce droit dans le délai visé au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, alors elle est autorisée de plein droit en tant qu'opérateur de réseau pour le réseau en question.

Le Collège d'autorisation et de contrôle veille à ce que les conditions d'accès aux opérations techniques assurées par la RTBF soient équitables, raisonnables et non discriminatoires.

Si la RTBF n'exerce pas le droit visé à l'alinéa 1^{er}, le Collège d'autorisation et de contrôle applique la procédure visée aux paragraphes 4 et 5.

§ 7. Le CSA transmet une copie certifiée conforme du titre d'autorisation d'usage d'une radiofréquence de l'éditeur de services ainsi que du titre d'autorisation de l'opérateur de réseau au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ainsi qu'au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. »

Art. 51. Dans l'article 124 du même décret, le mot « abonnés » est remplacé par le mot « utilisateurs ».

Art. 52. Dans l'article 133 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1^{er}, 4° et 10°, les mots « ou un distributeur de services » sont insérés après les mots « et un éditeur de services ».

2° Dans le § 3, les mots « Pour les avis visés aux 5°, 6° et 7° du § 1^{er} » sont remplacés par les mots « Pour les avis visés aux 5°, 5°bis, 6°, 7° et 8° du § 1^{er} ».

Art. 53. Dans l'article 156, § 1^{er} du même décret tel que modifié par le décret du 22 décembre 2005, les mots « et des éditeurs de services » sont remplacés par les mots « et un éditeur de services ou un distributeur de services ».

Art. 54. Dans l'article 157, les alinéas 1 et 2 du même décret sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le Gouvernement est chargé du recouvrement des amendes dues en vertu de l'article 156, § 1^{er}, par voie de contrainte qu'il a le pouvoir de dresser. Il peut désigner au sein de ses services, un ou plusieurs fonctionnaire(s) chargé(s) de ce recouvrement. Préalablement à la contrainte, le Gouvernement ou le ou les fonctionnaire(s) chargé(s) du recouvrement notifie(nt) au débiteur de l'amende une invitation à payer l'amende. En cas de non paiement, l'ordonnateur dresse la contrainte dans les 3 mois à dater de cette notification. Ces contraintes sont exécutoires dans les huit jours de la signification qui en est faite au débiteur de l'amende. Elles sont exécutées par huissier de justice dans les formes prévues par le Code judiciaire.

Le délai de trois mois visé à l'alinéa précédent n'est pas prescrit à peine de nullité.

L'exécution de la contrainte ne peut être suspendue que par une opposition motivée avec citation en justice. A peine de déchéance, cette opposition est faite par exploit signifié au cabinet du Ministre-Président de la Communauté française dans le mois de la signification de la contrainte. »

Art. 55. Dans l'article 161, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du même décret, les mots « hertzien terrestre » sont insérés entre les mots « en mode » et le mot « numérique ».

Titre II. — Disposition transitoire

Art. 56. Les contributions des éditeurs de services et des distributeurs de services dues antérieurement au 1^{er} janvier 2009, en application de l'article 41 et 79 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, restent régies par les modalités des conventions que les éditeurs de services et les distributeurs de services ont conclues avant le 1^{er} janvier 2009 avec le Gouvernement et les organisations représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française.

L'exécution des contributions des éditeurs de services et des distributeurs de services dues à partir du 1^{er} janvier 2009 est déterminée respectivement par les articles 41 et 79 du décret du 27 février 2003 tel que modifié par le présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 562-1. — Amendements de commission, n° 562-2. — Rapport, n° 562-3 *Comptes-rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 14 juillet 2008. — Adoption. Séance du 17 juillet 2008.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 3507

[C – 2008/29453]

**18 JULI 2008. — Decreet houdende sommige aanpassingen van het decreet van 27 februari 2003
betreffende de radio-omroep (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel I. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. In artikel 1, 9°, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, worden de woorden « of een dienstenverdelers » ingevoegd na de woorden « door een dienstenuitgever ».

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde decreet wordt punt 19° vervangen door de volgende definitie :

« 19° Audiovisueel werk : elk programma dat cumulatief aan de volgende criteria beantwoordt :

a) Het programma beantwoordt aan de definitie en het fictiewerk voor de bioscoop of de televisie in de zin van artikel 1, 19°bis of van het documentaire werk in de zin van artikel 1, 19°ter.

b) Het programma is niet één van de volgende programma's :

— Een televisieplateauprogramma, met inbegrip van hetgeen dat documentaire of fictieprogrammafragmenten bevat;

— Een televisieamusementsprogramma, met inbegrip van hetgeen dat elementen van een scenario, een regie of een montage bevat of die een zekere vorm van werkelijkheid inhoudt;

— Een televisieprogramma ertoe strekkend fictieve plateauprogramma's na te bootsen;

— Een actualiteitsreportage;

— Een informatiemagazine;

— Een eenvoudige captatie, zonder wijziging van de scenografie, zonder montage, van een levend spektakel voor zover dit spektakel onafhankelijk bestaat van dit televisieprogramma; ».

Art. 3. In artikel 1 van hetzelfde decreet, wordt een punt 19bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 19bis Cinematografisch of televisiefictiewerk : elk programma dat cumulatief aan de volgende criteria beantwoordt :

a) een verbeeldingscreatie zijn, zelfs als het erom gaat een werkelijkheid over te zenden;

b) een regiewerk zijn waarvan de productie beroep doet op een scenario, met inbegrip van draaisessies met improvisatie, en waarvan, met uitzondering van animatiewerken, de productie op de prestatie berust van uitvoerende kunstenaars voor het merendeel van zijn duur. ».

Art. 4. In artikel 1 van hetzelfde decreet, wordt een punt 19^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« 19^{ter} Documentair werk : elk programma dat cumulatief aan de volgende criteria beantwoordt :

- a) een element uit de werkelijkheid voorstellen;
- b) een auteursstandpunt hebben dat gekenmerkt wordt door een diepgaande overdenking, een maturatie van het behandelde onderwerp, een onderzoek en een stijl;
- c) het verwerven van kennis mogelijk maken;
- d) de behandeling van het onderwerp moet duidelijk verschillen van een programma dat een strikt informatief doel heeft;
- e) een blijvend belangstellingswekkend potentieel hebben, ander dan als archief. ».

Art. 5. In artikel 1, 21^o van hetzelfde decreet, wordt het woord « abonnee » vervangen door het woord « gebruiker ».

Art. 6. In artikel 1, 23^o van hetzelfde decreet, worden de woorden « in de vorm van een bezoldiging of iedere andere wijze van betaling » ingevoegd tussen de woorden « elke bijdrage » en de woorden « van een instelling ».

Art. 7. In artikel 1, 24^o van hetzelfde decreet, worden de woorden « of een dienstenverdelers » ingevoegd na de woorden « door een dienstenuitgever ».

Art. 8. In artikel 1 van hetzelfde decreet, wordt punt 28^o opgeheven.

Art. 9. In artikel 1, 41^o van hetzelfde decreet, wordt het woord « abonnees » vervangen door het woord « gebruikers ».

Art. 10. In artikel 1 van hetzelfde decreet, wordt een 41^{bis}, luidend als volgt, ingevoegd : « 41^{bis} Telewinkelen : de uitzending van directe aanbiedingen aan het publiek, in de vorm van programma's of spots, met als doel de levering, mits betaling, van goederen of diensten, met inbegrip van onroerende goederen, of rechten en obligaties; ».

Art. 11. In artikel 1 van hetzelfde decreet, wordt een 41^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« 41^{ter} Sluiktelewinkelen : de uitzending van directe aanbiedingen aan het publiek, in de vorm van programma's of spots, met als doel de levering, mits betaling, van goederen of diensten, buiten de daartoe bepaalde zendtijden en die het publiek in de war zouden kunnen brengen omtrent de aard van dergelijke aanbiedingen; ».

Art. 12. In artikel 1 van hetzelfde decreet, wordt een 43^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« 43^{bis} Gebruiker : iedere persoon die, één maal of herhaaldelijk, één of meerdere radio-omzenddiensten van een dienstenverdelers gebruikt; ».

Art. 13. In artikel 1 van hetzelfde decreet, wordt punt 45^o zoals ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2007, opgeheven.

Art. 14. In artikel 4, § 2 van hetzelfde decreet, wordt het laatste lid opgeheven.

Art. 15. In artikel 4 van hetzelfde decreet, wordt de volgende paragraaf 5 ingevoegd :

« § 5. De Regering, na het advies te hebben genomen van de Hoge Raad, bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel waarbij bepaald worden (wordt) :

- de elementen die toelaten een evenement als zijnde van het hoogste belang te beschouwen;
- de elementen die toelaten een televisieomroepdienst als zijnde van vrije toegang te beschouwen;
- of de toegang van het publiek rechtstreeks of onrechtstreeks, volledig of gedeeltelijk, gegarandeerd moet worden tot ieder evenement opgenomen op de lijst;
- de voorwaarden waaronder een dienstenuitgever van televisieomroep met vrije toegang een evenement onrechtstreeks kan uitzenden, waarvoor hij een recht voor rechtstreekse of onrechtstreekse uitzending heeft aangekocht;
- de voorwaarden waaronder een dienstenuitgever van televisieomroep zonder vrije toegang die over een exclusiviteitsrecht beschikt voor een evenement, verplicht is dit recht af te staan aan een dienstenuitgever van televisie met vrije toegang;
- de voorwaarden waaronder een dienstenuitgever van televisieradio-omroep zonder vrije toegang die over een exclusiviteitsrecht beschikt voor een evenement, dit evenement kan uitzenden. ».

Art. 16. In artikel 15 van hetzelfde decreet, worden de woorden « en zelfpromotie » ingevoegd tussen de woorden « sponsoring » en de woorden « , mogen ».

Art. 17. Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 18. Artikel 31 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel 36, wordt het laatste lid vervangen door de volgende bepaling : « In afwijking van het eerste lid, bedraagt de termijn voor de bewaring van de programma's voor de in artikel 53 bedoelde onafhankelijke radio's en voor de in artikel 58 bedoelde uitgevers van klankradio-omroepdiensten, indien zij als een vereniging zonder winstoogmerk samengesteld zijn, twee maanden ».

Art. 20. Artikel 41 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 41. § 1. De uitgever van televisieomroepdiensten moet bijdragen tot de productie van audiovisuele werken. Die bijdrage wordt geleverd ofwel in de vorm van een coproductie of van een vooraankoop van audiovisuele werken, ofwel in de vorm van een storting ten bate van het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

Vóór 15 februari van ieder bijdragejaar, licht de dienstenuitgever, per ter post aangetekende brief, het Centrum voor de film en de audiovisuele sector en de Hoge Raad in over de gekozen vorm van bijdrage. Voor het eerste activiteitsjaar, wordt de informatie meegedeeld binnen de dertig dagen die volgen op de eerste dag van de

uitgaveactiviteit. Wordt deze informatie niet binnen de bepaalde termijnen overgezonden, dan is de bijdrage in de vorm van een storting ten bate van het Centrum voor de film en de audiovisuele sector van toepassing op de dienstenuitgever.

De nadere regels voor beide vormen van bijdrage worden door de Regering vastgesteld.

Voor de bijdrage in de vorm van een coproductie of vooraankoop, zorgt de Regering onder andere voor de samenstelling van Begeleidingscomités belast met het uitbrengen van een advies over de inachtneming van de bijdrageverplichting. Ieder Begeleidingscomité wordt samengesteld uit de vertegenwoordigers van de dienstenuitgever, de Regering en de vakverenigingen die de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap alsook de auteurs en de uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen.

Voor de bijdrage in de vorm van een coproductie of vooraankoop, gaat de Regering, met inachtneming van de door haar bepaalde voorwaarden, na of :

1° de dienstenuitgever, onder zijn eigen volle verantwoordelijkheid, de last kan toevertrouwen van een deel of het geheel van zijn verplichting aan een derde maatschappij.

2° de financiële vastleggingen in coproductie of vooraankoop aangegaan door iedere dienstenuitgever in audiovisuele werken, voor een gelijk bedrag, economische uitwerkingen voortbrengen in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, behoudens door haar bepaalde afwijking.

De Begeleidingscomités bedoeld bij het vorige lid zenden jaarlijks een evaluatieverslag over aan de Hoge Raad.

De dienstenuitgever die bijdraagt in de vorm van een coproductie of een vooraankoop moet het bedrag van zijn bijdrage vastleggen in productieprojecten die voorafgaandelijk erkend werden door de Regering als audiovisueel werk. De Regering bepaalt de nadere regels voor deze erkenning.

Aanvullend bij het besluit van de Regering genomen ter uitvoering van het vierde lid, kunnen overeenkomsten gesloten worden tussen iedere dienstenuitgever, de Regering en de vakverenigingen die de onafhankelijke producers van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen alsook van de auteurs en de uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap, om ervoor te zorgen dat de dienstenuitgever de voorkeur zou geven aan een specifiek type van audiovisueel werk. Deze overeenkomsten kunnen ook een bijdrage bepalen in de vorm van een coproductie of een vooraankoop die hoger is dan deze bedoeld in § 3, of iedere verdere vastlegging (verbintenis) die de dienstenuitgever zou moeten aangaan.

§ 2. Elke participatie in een coproductie of een vooraankoop verricht met toepassing van een andere wettelijke verplichting of die een ander wettelijk voordeel zou genieten, kan niet in rekening worden gebracht in het kader van de bij dit artikel bedoelde bijdrage.

§ 3. Het bedrag van de bijdrage van de uitgever van televisieomroepdiensten bedoeld in paragraaf 1 moet ten minste bestaan uit :

- 1,4 % van zijn omzet, indien deze tussen 0 en 5 miljoen euro ligt;
- 1,6 % van zijn omzet, indien deze tussen 5 en 10 miljoen euro ligt;
- 1,8 % van zijn omzet, indien deze tussen 10 en 15 miljoen euro ligt;
- 2 % van zijn omzet, indien deze tussen 15 en 20 miljoen euro ligt;
- 2,2 % van zijn omzet, indien deze boven de 20 miljoen euro ligt.

De in vorig lid bedoelde bedragen kunnen jaarlijks worden aangepast op grond van het indexcijfer 01.01.2004 = 100 in functie van de evolutie van het gewone indexcijfer van de consumptieprijzen zoals bepaald bij de wet van 2 augustus 1971.

§ 4. Onder omzet wordt verstaan, het bedrag van de bruto ontvangsten die, commissies en bijcommissies inbegrepen, worden gefactureerd door de regie van de dienstenuitgever of, bij ontstentenis daarvan, door de dienstenuitgever zelf, voor het opnemen van nationale en regionale reclameboodschappen en sponsoringboodschappen in de diensten van de uitgever, en van alle andere bruto-ontvangsten opgebracht door de terbeschikkingstelling van de dienst door de uitgever tegen bezoldiging, met inbegrip van de bruto-ontvangsten die voortkomen uit elke verdeler of derde voor het bekomen van diensten en bruto-ontvangsten voortvloeiend uit de inhoud van de programma's van deze diensten.

Wanneer de dienstenuitgever de activiteit van verdeler zelf uitoefent zoals bepaald in artikel 75 voor de diensten waarvoor hij krachtens dit decreet de vergunning heeft verkregen, bevat de in vorig lid bedoelde omzet de ontvangsten die voortvloeien uit zijn activiteit als verdeler.

§ 5. De dienstenuitgever moet aan de Regering en het College voor vergunning en controle, jaarlijks, de bewijsstukken voorleggen die het mogelijk maken zijn bruto-omzet te bepalen. »

Art. 21. In artikel 42 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « § 1 » worden afgeschaft;

2° punt 2° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 2° een deel van 20 % van zijn zendtijd, met uitsluiting van de tijd bestemd voor de informatie, sportevenementen, spelen, reclame, zelfpromotie, telewinkelen of teletekstdiensten, bestemmen voor audiovisuele werken waarvan de originele versie in het Frans is opgesteld, met uitsluiting van programma's bestemd voor de informatie, sportevenementen, spelen, reclame, zelfpromotie en telewinkelen. »

Art. 22. In artikel 43, § 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « De dienstenuitgevers bedoeld in § 1 » vervangen door de woorden « De RTBF en de dienstenuitgevers van televisieomroepdiensten »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « voor het eerst » geschrapt.

Art. 23. In artikel 44, eerste zin van hetzelfde decreet, worden de woorden « De RTBF en » ingevoegd vóór de woorden « de uitgevers van televisieomroepdiensten ».

Art. 24. In artikel 46, eerste zin van hetzelfde decreet, worden de woorden « De dienstenuitgever moet » vervangen door de woorden « De RTBF en de dienstenuitgever moeten ».

Art. 25. In artikel 47, laatste zin van hetzelfde decreet, worden de woorden « Behoudens zelfpromotie » ingevoegd voor de woorden « de duur van die programma's ».

Art. 26. In artikel 59, laatste lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « en brengt de Minister belast met de Audiovisuele Sector en het algemeen secretariaat van het Ministerie van de Franse Gemeenschap ervan op de hoogte » ingelast na de woorden « van de verzending ».

Art. 27. In artikel 60, 5° van hetzelfde decreet, worden de woorden « op een digitaal klankradio-omroepnetwerk » vervangen door de woorden « via digitale terrestrische radiogolven ».

Art. 28. Artikel 65 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 22 december 2005, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van de twee vorige leden, in geval van de verdeling van een lokale televisie op een of meerdere radio-omroepnetwerken met terrestrische middelen of op Internet, wordt de uitbreiding van de ontvangstzone verder dan de dekkingszone toegelaten zonder dat een overeenkomst vereist wordt tussen de betrokken lokale televisies. »

Art. 29. In artikel 66, § 1 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, 6°, worden tussen de woorden « met uitsluiting van » en « de heruitzendingen », de woorden « programma's van eigen productie ter beschikking gesteld door andere lokale televisies en » ingevoegd;

2° In het laatste lid wordt de laatste zin geschrapt.

Art. 30. In artikel 68, § 1, eerste lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « van de dagelijkse zendtijd voor reclame, zoals bedoeld in artikel 20 » vervangen door de woorden « van de dagelijkse zendtijden voor reclame, zoals bedoeld in artikel 20 ».

Art. 31. In artikel 96, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het 6° opgeheven.

Art. 32. In artikel 70 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, worden de woorden « binnen de vier maanden die volgen op de gemeenteraadsverkiezingen » vervangen door de woorden « binnen de acht maanden die volgen op de installatie van de laatste gemeenteraad van zijn dekkingszone ten gevolge van de gemeenteraadsverkiezingen ».

2° in § 3, worden de woorden « binnen de vier maanden die volgen op de verkiezingen op gewestniveau » vervangen door de woorden « binnen de acht maanden die volgen op de installatie van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie ten gevolge van de verkiezingen op gewestniveau ».

Art. 33. In artikel 74 van hetzelfde decreet, wordt § 3 door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. De toekenning van de subsidies hangt af van de voorlegging aan de Regering, uiterlijk op 30 april, van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 66, 14°, van de balans en de exploitatierekening van het afgelopen dienstjaar alsook van een ontwerp van begroting voor het volgende dienstjaar. De Regering bepaalt de wijze van voorstelling van die documenten. Een deel van maximum 85 % van de subsidies kan nochtans provisioneel toegekend worden vóór de voorlegging van de documenten bedoeld in de vorige paragraaf. »

Art. 34. Er wordt een artikel 74bis luidend als volgt ingevoegd in TITEL V. — Dienstenaanbod, HOOFDSTUK I. — Regels in verband met de dienstenverdelers, Afdeling I. — Algemene bepalingen, van hetzelfde decreet :

« Art. 74bis. De RTBF, de lokale televisies en de private dienstenuitgevers van radio-omroep via analoge terrestrische radiogolven worden niet onderworpen aan de bepalingen van dit hoofdstuk wat betreft de verdeling van hun eigen diensten. »

Art. 35. Artikel 79 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 79. § 1. Iedere verdeler van televisieomroepdiensten moet bijdragen tot de productie van audiovisuele werken. Die bijdrage wordt geleverd ofwel in de vorm van een coproductie of van een vooraankoop van audiovisuele werken, ofwel in de vorm van een storting aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

Vóór 15 februari van ieder bijdragejaar, licht de dienstenuitgever, per ter post aangetekende brief, het Centrum voor de film en de audiovisuele sector en de Hoge Raad in over de gekozen vorm van bijdrage. Voor het eerste activiteitsjaar, wordt de informatie megedeeld binnen de dertig dagen die volgen op de eerste dag van de uitgaveactiviteit. Wordt deze informatie niet binnen de bepaalde termijnen overgezonden, dan is de bijdrage in de vorm van een storting ten bate van het Centrum voor de film en de audiovisuele sector van toepassing op de dienstenuitgever.

Het bedrag van de bijdrage aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector wordt door de dienstenverdeler uitbetaald in twee halfjaarlijkse stortingen voor het einde van de maanden januari en juli van elk jaar. Bij de betaling richt de dienstenverdeler aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector en aan de Hoge Raad :

1° ofwel een verklaring waarin het aantal gebruikers van het vorige jaar vermeld wordt, als hij voor een forfaitaire bijdrage per gebruiker kiest, bijdrage bedoeld in punt 1° van § 3.

Voor de gebruikers die kiezen voor een abonnementsformule per jaar, dient de verdeler het aantal van gebruikers in dat op 30 september van het vorige jaar werd vastgesteld.

Voor de gebruikers van wie de woonplaats of de verblijfplaats niet bepaald kan worden, dient de verdeler het deel van het aantal van deze in dat overeenkomt met het percentage dat de bevolking van zijn verdelingszone in het Franse taalgebied vertegenwoordigt in verhouding met de bevolking van het geheel van zijn verdelingszone. Indien zijn activiteit op het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad uitsluitend de Franse Gemeenschap betreft, dient hij het deel van het aantal gebruikers in van wie de woonplaats of de verblijfplaats niet bepaald kan worden dat overeenkomt met het percentage dat de bevolking van zijn dekkingszone in het Franse taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad vertegenwoordigt in verhouding met de bevolking van heel zijn verdelingszone;

2° ofwel een verklaring waarin de ontvangsten van het vorige jaar opgenomen worden, buiten BTW en auteursrechten, voortgebracht door de betaling van de gebruikers voor het bekomen van de aangeboden diensten, indien hij voor de bijdrage per percentage bedoeld bij punt 2° van § 3 kiest.

Voor ontvangsten afkomstig van gebruikers van wie de woonplaats of de verblijfplaats niet bepaald kan worden, dient de verdeler het deel van het aantal van deze in dat overeenkomt met het percentage dat de bevolking van zijn verdelingszone in het Franse taalgebied vertegenwoordigt in verhouding met de bevolking van het geheel van zijn verdelingszone. Indien zijn activiteit op het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad uitsluitend de Franse Gemeenschap betreft, dient hij het deel van het aantal gebruikers in van wie de woonplaats of de verblijfplaats niet bepaald kan worden dat overeenkomt met het percentage dat de bevolking van zijn dekkingszone in het Franse taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad vertegenwoordigt in verhouding met de bevolking van heel zijn verdelingszone;

De nadere regels voor de bijdrage in de vorm van een coproductie of van vooraankoop worden bepaald door de Regering. De Regering zorgt onder meer voor de samenstelling van Begeleidingscomités belast met het uitbrengen van een advies over de inachtneming van de bijdrageverplichting. Ieder Begeleidingscomité wordt samengesteld uit de vertegenwoordigers van de dienstenuitgever, de Regering en de vakverenigingen die de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap alsook de auteurs en de uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap.

Voor de bijdrage in de vorm van een coproductie of vooraankoop, gaat de Regering, met inachtneming van de door haar bepaalde voorwaarden, na of :

1° de dienstverdelers, onder zijn eigen volle verantwoordelijkheid, de last kan toevertrouwen van een deel of het geheel van zijn verplichting aan een derde maatschappij.

2° de financiële vastleggingen in coproductie of vooraankoop aangegaan door iedere dienstverdelers in audiovisuele werken, voor een gelijk bedrag, economische uitwerkingen voortbrengen in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel – Hoofdstad, behoudens door haar bepaalde afwijking.

De Begeleidingscomités bedoeld bij het vorige lid zenden jaarlijks een evaluatieverslag over aan de Hoge Raad.

De dienstverdelers die bijdraagt in de vorm van een coproductie of een vooraankoop, moet het bedrag van zijn bijdrage vastleggen in productieprojecten die voorafgaandelijk erkend werden door de Regering als audiovisueel werk. De Regering bepaalt de nadere regels voor deze erkenning.

Aanvullend bij het besluit van de Regering genomen ter uitvoering van het vierde lid, kunnen overeenkomsten gesloten worden tussen iedere dienstverdelers, de Regering en de vakverenigingen die de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen alsook van de auteurs en de uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap, om ervoor te zorgen dat de dienstverdelers de voorkeur zou geven aan een specifiek type van audiovisueel werk. Deze overeenkomsten kunnen ook een bijdrage bepalen in de vorm van een coproductie of een vooraankoop die hoger is dan deze bedoeld in § 3, of enige verdere vastlegging door de dienstenuitgever.

§ 2. Elke participatie in een coproductie of een vooraankoop verricht met toepassing van een andere wettelijke verplichting of die een ander wettelijk voordeel zou genieten, kan niet in rekening worden gebracht in het kader van de bij dit artikel bedoelde bijdrage.

§ 3. De jaarlijkse bijdrage van de dienstverdelers bedoeld bij § 1 bedraagt :

1° ofwel 2 euro per gebruiker van het verleden jaar. Dit bedrag wordt geïndexeerd om de twee jaar vanaf 1 januari 2005 in functie van het gezondheidsindexcijfer, waarbij het indexcijfer van de vorige maand september in aanmerking genomen wordt;

2° ofwel 2,5 % van de ontvangsten van het vorige jaar, buiten BTW en auteursrechten, voortgebracht uit de betaling van de gebruikers voor het bekomen van de aangeboden diensten.

Om zijn bijdrage te bepalen, kiest de dienstverdelers jaarlijks één van de twee berekeningswijzen bedoeld bij het vorige lid en licht er, ten laatste tegen 15 februari van ieder jaar, het Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel en de Hoge Raad over in.

§ 4. Bij afwijkingsmaatregel, wordt niet onderworpen aan de betaling van de bijdrage bedoeld bij § 1 :

1° de dienstenuitgever die de activiteit van verdelers uitoefent, om de diensten aan te bieden waarvoor hij krachtens dit decreet de vergunning heeft gekregen, waarbij deze uitzondering alleen voor die diensten geldt. Nochtans, indien hij tevens derde diensten aanbiedt en een gebruiker tegelijkertijd de diensten die hij uitdeelt en de derde diensten gebruikt, moet hij niet een bijdrage betalen voor deze gebruiker voor zover de uitkomst van het percentage toegepast op de jaarlijkse ontvangsten voortgebracht door deze gebruiker met toepassing van artikel 41 hoger ligt dan het forfaitaire bedrag van twee geïndexeerde euro bedoeld bij punt 1° van § 3; deze afwijking is enkel van toepassing op voorwaarde dat hij voor de forfaitaire bijdrage per gebruiker bedoeld bij punt 1° van § 3 gekozen heeft.

2° de dienstverdelers die een aanvullend dienstenaanbod voorlegt, terwijl hij reeds bijdraagt tot de productie van audiovisuele werken bedoeld in § 1 op grond van het aantal abonnees op zijn basisaanbod bedoeld in artikel 81. »

Art. 36. Artikel 80 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

§ 1. Iedere dienstverdelers die een dienstenaanbod voorlegt houdende een lokale televisiedienst stort jaarlijks aan de betrokken lokale televisiezender een bijdrage van :

1° ofwel 2 euro per gebruiker van het verleden jaar. Dit bedrag wordt geïndexeerd om de twee jaar vanaf 1 januari 2005 in functie van het gezondheidsindexcijfer, waarbij het indexcijfer van de vorige maand september in aanmerking genomen wordt;

2° ofwel 2,5 % van de ontvangsten van het vorige jaar, buiten BTW en auteursrechten, voortgebracht uit de betaling van de gebruikers gelegen in de dekkingszone van de lokale televisiezender voor het bekomen van de aangeboden diensten.

Om zijn bijdrage te bepalen, kiest de dienstverdelers jaarlijks één van de twee berekeningswijzen bedoeld bij het vorige lid en licht er, ten laatste tegen 15 februari van ieder jaar, het Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel en de Hoge Raad over in.

§ 2. Indien de dienstverdelers bij zijn dienstenaanbod verschillende lokale televisiediensten aanbiedt, stort hij zijn bijdrage aan de lokale televisiezender die het voordeel geniet van een recht op verplichte verdeling in zijn zendgebied.

§ 3. Het bedrag van de bijdrage aan de lokale televisiezender wordt betaald door de dienstverdelers in twee halfjaarlijkse stortingen tegen het einde van de maanden januari en juli van elk jaar. Bij de betaling richt de dienstverdelers aan de lokale televisiezender en aan de Hoge Raad :

1° ofwel een verklaring waarin het aantal gebruikers van het vorige jaar gelegen in de dekkingszone vastgesteld is, wordt vermeld, als hij voor een forfaitaire bijdrage kiest door iedere gebruiker, bijdrage bedoeld in punt 1° van § 1.

Voor de gebruikers die kiezen voor een abonnementsformule per jaar, dient de verdelers het aantal van gebruikers in dat op 30 september van het vorige jaar werd vastgesteld.

Voor de gebruikers van wie de woonplaats of de verblijfplaats niet bepaald kan worden, dient de verdelers het deel van het aantal van deze in dat overeenkomt met het percentage dat de bevolking van de dekkingszone van de lokale televisiezender vertegenwoordigt in verhouding met de bevolking van het geheel van zijn verdelingszone.

2° ofwel een verklaring waarin de ontvangsten van het vorige jaar opgenomen worden, buiten BTW en auteursrechten, voortgebracht door de betaling van de gebruikers gelegen in de dekkingszone van de lokale televisiezender voor het bekomen van de aangeboden diensten, indien hij voor de bijdrage per percentage bedoeld bij punt 2° van § 1 kiest.

Voor ontvangsten afkomstig van gebruikers van wie de woonplaats of de verblijfplaats niet bepaald kan worden, dient de verdeler het deel van het aantal van deze in dat overeenkomt met het percentage dat de bevolking van de dekkingszone van de lokale televisiezender vertegenwoordigt in verhouding met de bevolking van het geheel van zijn verdelingszone. »

Art. 37. Artikel 84 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 84. De netwerkexploitanten bedoeld in artikel 116 §§ 4 tot 6 worden beschouwd als dienstenverdelers, behalve als de dienstenuitgevers die over eenzelfde digitaal netwerk gegroepeerd zijn er anders over beslissen en gezamenlijk een bedrijf aanwijzen dat onafhankelijk is van de netwerkexploitant.

De bedrijven bedoeld in het vorige lid moeten in ieder geval een aangifte uitvoeren overeenkomstig artikel 75. »

Art. 38. Artikel 86 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 86. De netwerkexploitanten bedoeld in artikel 112 §§ 3 tot 5 worden beschouwd als dienstenverdelers, behalve als de dienstenuitgevers die over eenzelfde digitaal netwerk gegroepeerd zijn er anders over beslissen en gezamenlijk een bedrijf aanwijzen dat onafhankelijk is van de netwerkexploitant.

De bedrijven bedoeld in het vorige lid moeten in ieder geval een aangifte uitvoeren overeenkomstig artikel 75. »

Art. 39. De artikelen 85 en 87 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 40. In artikel 100 van hetzelfde decreet wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Naargelang van het geval laat het College voor vergunning en controle het gebruik toe en wijst het de radiofrequenties toe volgens de lijst bepaald door de Regering.

De toewijzing van de radiofrequentie gebeurt na het uitreiken van een vergunning verleend voor een termijn van negen jaar en houdt het gebruik in van alle technische kenmerken die ermee verbonden zijn.

In afwijking van het eerste lid kan de Regering radiofrequenties toewijzen aan rechtspersonen met het oog op een tijdelijk gebruik. De toewijzing zelf bevat de technische kenmerken voor het gebruik van de radiofrequentie, de reden waarom de radiofrequentie voorlopig wordt toegewezen alsmede de maximale duur voor het gebruik van de radiofrequentie die geenszins negen maanden mag overschrijden. »

Art. 41. In artikel 108, 2e lid, laatste zin van hetzelfde decreet, worden de woorden « waarbij dit bedrag jaarlijks wordt aangepast » vervangen door de woorden « waarbij deze bedragen jaarlijks worden aangepast. »

Art. 42. In artikel 109 van hetzelfde decreet worden de woorden « door de exploitanten van netwerken van » vervangen door de woorden « voor de ».

Art. 43. Artikel 110 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 110. Na vaststelling van de lijst van de radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk toe te wijzen zijn voor de digitale klankradio-omroep overeenkomstig artikel 99, publiceert de Regering een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad*.

De offerteaanvraag bedraagt inzonderheid de lijst met de radiofrequenties die toe te wijzen zijn aan de netwerkexploitanten, samen met hun technische kenmerken. De lijst identificeert de digitale netwerken over de gehele Franse Gemeenschap en de digitale netwerken op gewestelijk of lokaal vlak.

De offerteaanvraag vermeldt ook of een deel of het geheel van het vermogen van het(de) digitaal(ale) netwerk(en) beschikbaar is en, in voorkomend geval, het beschikbaar vermogen in elk digitaal netwerk.

De offerteaanvraag stelt de termijn vast waarin de kandidaturen moeten worden ingediend. »

Art. 44. In artikel 111 van hetzelfde decreet wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De kandidaturen voor de offerteaanvraag worden gesteld door kandidaten voor het verkrijgen van een vergunning om een klankradio-omroepdienst uit te geven zoals bedoeld in afdeling II van Hoofdstuk IV van titel III. De uitgevers van klankradio-omroepdiensten die een vergunning verkregen hebben krachtens afdeling één en van afdeling II van Hoofdstuk IV van titel III kunnen zich eveneens kandidaat stellen voor klankradio-omroepdiensten die reeds een vergunning hebben als zij wensen dat deze diensten in hun geheel in een of meerdere digitale netwerken worden opgenomen.

De kandidaturen voor de offerteaanvraag worden bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ingediend bij de voorzitter van de Hoge Raad.

De offerteaanvraag bepaalt de inhoud van de verklaring tot kandidaatstelling die minstens de volgende elementen bevat :

1° Als het gaat om een kandidaat voor het verkrijgen van een vergunning voor een klankradio-omroepdienst, alle gegevens bedoeld in artikel 58.

2° Als het gaat om een uitgever van klankradio-omroepdiensten met vergunning krachtens dit decreet in geval van volledige overname van een of meerdere diensten, de naam van de uitgever en van de betrokken dienst(en);

3° De nodige spraakbandbreedte voor de bedoelde dienst(en);

4° In voorkomend geval de nadere regels voor de commercialisering van de bedoelde dienst(en) alsmede elk akkoord gesloten of beoogd met een operator van het systeem voor voorwaardelijke toegang;

5° In voorkomend geval de geografische zones beoogd voor de uitzending van de dienst;

6° De voorstellen van de kandidaat betreffende de keuze van het digitaal netwerk waarin hij wenst verschijnen;

7° De eventuele voorstellen van de kandidaat betreffende de technische of commerciële groepering van zijn dienst(en) met andere diensten uitgegeven door derden. ».

Art. 45. Artikel 112 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 112. § 1. Het college voor vergunning en controle reikt de vergunningen voor het gebruik van de radiofrequenties uit aan de uitgevers van klankradio-omroepdiensten binnen een termijn van zes maanden vanaf de sluiting van de offerteaanvraag.

De toewijzing van die vergunningen gebeurt in twee stappen volgens de hieronder opgenomen procedure :

1° Het College voor vergunning en controle zetelt over de aanvragen ingediend door de kandidaten voor het verkrijgen van een vergunning om een klankradio-omroepdienst uit te geven volgens de vormvoorschriften en de voorwaarden bepaald in de artikelen 58 en 59.

2° Het College voor vergunning en controle zetelt nadien over het geheel van de aanvragen ingediend krachtens artikel 111 § 1 en reikt vergunningen uit voor het gebruik van de radiofrequenties met inachtneming van het belang van elke aanvraag wat betreft de noodzakelijkheid de pluraliteit en de verscheidenheid van de verschillende culturen in de radio-omroep in de Franse Gemeenschap te garanderen. Het houdt eveneens rekening met de samenhang van de voorstellen geformuleerd door de aanvragers wat betreft de technische of commerciële groepering van diensten binnen een digitaal netwerk.

In de mate het financieel en economisch gezien mogelijk blijft, wordt er voorrang verleend aan de diensten die geen betaling vragen vanwege de gebruikers.

§ 2. De vergunningen voor het gebruik van de radiofrequenties zijn niet overlaatbaar. De duur van een vergunning wordt beperkt tot de duur van de vergunning om de bedoelde dienst uit te geven onverminderd de eventuele vernieuwing van die vergunning overeenkomstig de van kracht zijnde reglementering; deze mag geenszins negen jaar overschrijden.

Als een deel van het vermogen van een digitaal netwerk vrijkomt door het einde van een vergunning, schrijft de Regering een nieuwe offerteaanvraag uit die beperkt wordt tot dit vermogen, volgens de vormvoorschriften en de voorwaarden bepaald in de artikelen 111 en 112 § 1.

De dienstenuitgevers worden ertoe gehouden het werkelijke begin van het programma met radiogolven te laten starten op de datum vermeld in de vergunning. Die datum wordt bepaald door het College voor vergunning en controle in overleg met de uitgevers et netwerkexploitanten.

§ 3. Binnen een termijn van twee maanden vanaf de uitreiking van de vergunningen bedoeld in paragraaf 1 stellen de dienstenuitgevers die houder zijn van een gebruiksrecht van radiofrequenties van eenzelfde digitaal netwerk samen aan het college voor vergunning en controle een bedrijf voor dat ermee belast wordt de technische operaties uit te voeren die noodzakelijk zijn voor de uitzending van de bedoelde diensten.

Bij afwezigheid van een gezamenlijk voorstel van de dienstenuitgevers binnen de vastgestelde termijn, schrijft het College voor vergunning en controle een offerteaanvraag uit voor het betrokken digitaal netwerk.

De kandidaturen voor de offerteaanvraag bedoeld in het vorige lid worden ingediend binnen een termijn van één maand vanaf de aanvraag bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bij de voorzitter van de Hoge Raad. Deze bevatten de volgende elementen :

- 1° De rechtsvorm van de kandidaat alsmede de samenstelling van het kapitaal en de bestuursorganen;
- 2° Het adres van zijn maatschappelijke zetel en het adres van zijn exploitatiezetel als deze twee verschillend zijn;
- 3° De commerciële voorwaarden voor de toegang tot technische operaties met inbegrip, in voorkomend geval, van de toegang tot het systeem voor voorwaardelijke toegang;
- 4° Een financieel plan verdeeld over drie jaar;
- 5° De technische kenmerken voor de vormgeving van het signaal, de uitzending en de verspreiding.

Het College voor vergunning en controle zetelt over de kandidaturen binnen de maand van de sluitingsdatum van de offerteaanvraag. De kandidaturen worden inzonderheid onderzocht in functie van de volgende elementen :

- 1° De commerciële voorwaarden voor de toegang tot de technische operaties;
- 2° De ervaring van de kandidaten binnen het domein van de uitzending van signalen voor klankradio-omroep.

§ 4. Het College voor vergunning en controle reikt een vergunning uit aan de in paragraaf 3 bedoelde netwerkexploitant en wijst hem de overeenstemmende radiofrequentie(s) toe.

De vergunning bevat de elementen voor het garanderen dat de toegangsvoorwaarden tot de technische operaties rechtvaardig, redelijk en niet-discriminerend zijn.

De vergunning wordt niet in vraag gesteld door de uitreiking van een nieuwe vergunning van een gebruiksrecht overeenkomstig paragraaf 2.

§ 5. Indien een deel van de radiofrequentie(s) die een digitaal netwerk vormt(en) reeds ter beschikking van de RTBF wordt gesteld, beschikt deze laatste over het recht om beschouwd te worden als netwerkexploitant van het betrokken digitale netwerk. Als zij dat recht uitoefent binnen de in paragraaf 3, 1e lid, bedoelde termijn, wordt zij van rechtswege toegelaten als netwerkexploitant voor het betrokken netwerk.

Het College voor vergunning en controle zorgt ervoor dat de toegangsvoorwaarden tot de technische operaties van de RTBF rechtvaardig, redelijk en niet-discriminerend zijn.

Als de RTBF het in het 1e lid bedoelde recht niet uitoefent, past het College voor vergunning en controle de in de paragrafen 3 en 4 bedoelde procedure toe.

§ 6. De Hoge Raad maakt een eensluidend verklaard afschrift van het vergunningsbewijs voor het gebruik van een radiofrequentie van de dienstenuitgever alsmede van het vergunningsbewijs van de netwerkexploitant over aan de Minister bevoegd voor de audiovisuele sector alsmede aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en aan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie. ».

Art. 46. In artikel 113 van hetzelfde decreet worden de woorden « door de exploitanten van » vervangen door « voor de ».

Art. 47. Een artikel 113bis luidend als volgt wordt in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 113bis. Voor de toepassing van deze onderafdeling worden twee categorieën digitale televisieomroepdiensten via terrestrische radiogolven onderscheiden :

- de digitale televisiediensten die via een vaste antenne of een draagbare antenne kunnen worden ontvangen;
- de persoonlijke mobiele televisiediensten die in beweging kunnen worden ontvangen met een volledige energetische autonomie. »

Art. 48. Artikel 114 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 114. Na vaststelling van de lijst van de radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk toegekend kunnen worden aan een categorie van digitale televisieomroepdiensten overeenkomstig artikel 99, maakt de Regering een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

De offerteaanvraag bevat inzonderheid de lijst van de radiofrequenties samen met hun technische kenmerken. De lijst identificeert de digitale netwerken binnen de Franse Gemeenschap en de regionale of lokale digitale netwerken.

De offerteaanvraag vermeldt eveneens of een deel of het geheel van de digitale netwerken beschikbaar is(zijn) en, in voorkomend geval, het beschikbaar vermogen in elk digitaal netwerk.

De offerteaanvraag bepaalt de termijn waarin de kandidaturen moeten worden ingediend. »

Art. 49. In artikel 115 van hetzelfde decreet wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

§ 1. De kandidaturen voor de offerteaanvraag worden ingediend door de kandidaten voor het verkrijgen van een vergunning om een dienst voor televisieomroep zoals bepaald in titel III van dit decreet uit te geven. De uitgevers van televisieomroepdiensten toegelaten krachtens dit decreet en de uitgevers van televisieomroepdiensten die een vergunning hebben in een Staat binnen de Europese Unie kunnen eveneens hun kandidatuur stellen voor televisieomroepdiensten die reeds een vergunning hebben als zij wensen dat die diensten in hun geheel in één of meerdere digitaal(ale) netwerk(en) worden opgenomen.

De kandidaturen voor de offerteaanvraag worden bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ingediend bij de voorzitter van de Hoge Raad.

De offerteaanvraag bepaalt de inhoud van de verklaring tot kandidatuur die minstens de volgende elementen bevat :

1° Als het gaat om een kandidaat voor het verkrijgen van een vergunning om een televisieomroepdienst uit te geven, alle gegevens bedoeld in artikel 37.

2° Als het gaat om een dienstenuitgever toegelaten krachtens dit decreet in geval van de volledige overname van één of meerdere diensten, de naam van de uitgever en van de betrokken dienst(en);

3° Als het gaat om een dienstenuitgever van televisieomroep die een vergunning heeft in een Staat binnen de Europese Unie in geval van volledige overname van een of meerdere dienst(en), de naam van de uitgever en van de betrokken dienst(en), alsmede een kopie van de overeenstemmende vergunning(en);

4° De nodige spraakbandbreedte voor de bedoelde dienst(en);

5° In voorkomend geval de nadere regels voor de commercialisering van de bedoelde dienst(en) alsmede elk akkoord gesloten of beoogd met een exploitant van het systeem voor voorwaardelijke toegang;

6° In voorkomend geval de beoogde geografische zones voor de uitzending van de dienst;

7° De voorstellen van de kandidaat betreffende de keuze van het digitaal netwerk waarin hij wenst opgenomen te worden;

8° De eventuele voorstellen van de kandidaat betreffende de technische of commerciële groepering van zijn dienst(en) met andere diensten uitgegeven door een derde. »

Art. 50. Artikel 116 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 116. Het college voor vergunning en controle reikt de vergunningen voor het gebruik van de radiofrequenties uit aan de uitgevers van televisieomroepdiensten binnen een termijn van zes maanden vanaf de sluiting van de offerteaanvraag.

De toewijzing van die vergunningen gebeurt in twee stappen volgens de volgende procedure :

1° Het College voor vergunning en controle zetelt over de aanvragen ingediend door de kandidaten voor het verkrijgen van een vergunning om een televisieomroepdienst uit te geven volgens de vormvoorschriften en voorwaarden van titel III van dit decreet van toepassing op de televisieomroep.

2° Het College voor vergunning en controle zetelt nadien over het geheel van de aanvragen ingediend krachtens artikel 115 § 1 en reikt vergunningen uit voor het gebruik van de radiofrequenties met inachtneming van het belang van elke aanvraag wat betreft de noodzakelijkheid om de pluraliteit en de verscheidenheid van de verschillende culturen in de televisieomroep in de Franse Gemeenschap te garanderen en de verbintenissen van de kandidaten gesloten bij toepassing van artikel 41, § 1, laatste lid of van hun bijdrage aan het « Centre du cinéma et de l'audiovisuel » bij toepassing van artikel 41, § 1. Het houdt eveneens rekening met de samenhang van de voorstellen geformuleerd door de aanvragers wat betreft de technische of commerciële groepering van diensten binnen een digitaal netwerk.

In de mate het financieel en economisch gezien mogelijk blijft, wordt er voorrang verleend aan de diensten die geen betaling vragen vanwege de gebruikers.

Bij offerteaanvragen die een of meerdere digitaal(ale) netwerk(en) voorstellen op regionaal of lokaal vlak, zorgt het College ervoor dat elke lokale televisie die een kandidatuur heeft opgestuurd voor de volledige overname van de dienst over voldoende vermogen beschikt binnen het betrokken netwerk van de zone teneinde haar opdracht als openbare omroepdienst te kunnen uitoefenen krachtens artikel 64.

§ 2. Wanneer de vergunningen voor het gebruik van een radiofrequentie uitgereikt zijn aan dienstenuitgevers voor televisieomroep die een vergunning hebben in een Staat binnen de Europese Unie, worden de betrokken diensten beschouwd als diensten die onderhevig zijn aan dit decreet en onderworpen worden aan alle bepalingen ervan.

§ 3. De vergunningen voor het gebruik van de radiofrequenties zijn niet overlaatbaar. De duur van een vergunning wordt beperkt tot de duur van de vergunning om de bedoelde dienst uit te geven onverminderd de eventuele vernieuwing van die vergunning overeenkomstig de van kracht zijnde reglementering; deze mag geenszins negen jaar overschrijden.

Als een deel van het vermogen van een digitaal netwerk vrijkomt door het einde van een vergunning, schrijft de Regering een nieuwe offerteaanvraag uit die beperkt wordt tot dit vermogen, volgens de vormvoorschriften en voorwaarden bedoeld in de artikelen 115 en 116 § 1.

De dienstenuitgevers worden ertoe gehouden het werkelijke begin van het programma met radiogolven te laten starten op de datum vermeld in de vergunning. Die datum wordt bepaald door het College voor vergunning en controle in overleg met de uitgevers en netwerkexploitanten.

§ 4. Binnen een termijn van twee maanden vanaf de uitreiking van de vergunningen bedoeld in paragraaf 1 stellen de dienstenuitgevers die houder zijn van een gebruiksrecht van radiofrequenties van eenzelfde digitaal netwerk samen aan het college voor vergunning en controle een bedrijf voor dat belast wordt met de technische operaties die noodzakelijk zijn voor de uitzending van de bedoelde diensten.

Bij afwezigheid van een gezamenlijk voorstel van de dienstenuitgevers binnen de vastgestelde termijn, schrijft het College voor vergunning en controle een offerteaanvraag uit voor het betrokken digitaal netwerk.

De kandidaturen voor de offerteaanvraag bedoeld in het vorige lid worden ingediend binnen een termijn van één maand vanaf de aanvraag bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs bij de voorzitter van de Hoge Raad. Deze bevatten de volgende elementen :

- 1° De rechtsvorm van de kandidaat alsmede de samenstelling van het kapitaal en de bestuursorganen;
- 2° Het adres van zijn maatschappelijke zetel en het adres van zijn exploitatiezetel als deze twee verschillend zijn;
- 3° De commerciële voorwaarden voor de toegang tot technische operaties met inbegrip, in voorkomend geval, van de toegang tot het systeem voor voorwaardelijke toegang;
- 4° Een financieel plan verdeeld over drie jaar;
- 5° De technische kenmerken voor de vormgeving van het signaal, de uitzending en de verspreiding.

Het College voor vergunning en controle zetelt over de kandidaturen binnen de maand van de sluitingsdatum van de offerteaanvraag. De kandidaturen worden onderzocht in functie van de volgende elementen :

- 1° De commerciële voorwaarden voor de toegang tot de technische operaties;
- 2° De ervaring van de kandidaten binnen het domein van de uitzending van signalen voor klankradio-omroep.

§ 5. Het College voor vergunning en controle reikt een vergunning uit aan de in paragraaf 4 bedoelde netwerkexploitant en wijst hem de overeenstemmende radiofrequentie(s) toe.

De vergunning bevat de elementen voor het garanderen dat de toegangsvoorwaarden tot de technische operaties rechtvaardig, redelijk en niet-discriminerend zijn.

De vergunning wordt niet in vraag gesteld door de uitreiking van een nieuwe vergunning van een gebruiksrecht overeenkomstig paragraaf 3.

§ 6. Indien een deel van de radiofrequentie(s) die een digitaal netwerk vormt(en) reeds ter beschikking van de RTBF wordt gesteld, beschikt deze laatste over het recht om beschouwd te worden als netwerkexploitant van het betrokken digitale netwerk. Als zij dat recht uitoefent binnen de in paragraaf 4, 1e lid, bedoelde termijn wordt zij van rechtswege toegelaten als netwerkexploitant voor het betrokken netwerk.

Het College voor vergunning en controle zorgt ervoor dat de toegangsvoorwaarden tot de technische operaties van de RTBF rechtvaardig, redelijk en niet-discriminerend zijn.

Als de RTBF het in het 1e lid bedoelde recht niet uitoefent, past het College voor vergunning en controle de in de paragrafen 4 en 5 bedoelde procedure toe.

§ 7. De Hoge Raad maakt een eensluidend verklaard afschrift van het vergunningsbewijs voor het gebruik van een radiofrequentie van de dienstenuitgever alsmede van het vergunningsbewijs van de netwerkexploitant over aan de Minister bevoegd voor de audiovisuele sector alsmede aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en aan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie. »

Art. 51. In artikel 124 van hetzelfde decreet wordt het woord « abonnees » vervangen door het woord « gebruikers ».

Art. 52. In artikel 133 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, 4° en 10°, worden de woorden « of een dienstenverdelers » toegevoegd na de woorden « en een dienstenuitgever ».

2° In § 3 worden de woorden « Voor de in 5°, 6° en 7° van § 1 bedoelde adviezen » vervangen door de woorden « Voor de in 5°, 5°bis, 6°, 7° en 8° van § 1 bedoelde adviezen ».

Art. 53. In artikel 156, § 1 van hetzelfde decreet zoals gewijzigd bij het decreet van 22 december 2005 worden de woorden « en de dienstenuitgevers » vervangen door de woorden « en een dienstenuitgever of een dienstenverdelers ».

Art. 54. In artikel 157 worden het 1e en het 2e lid van hetzelfde decreet vervangen door de volgende leden :

« De Regering wordt ermee belast de krachtens artikel 156, § 1, verschuldigde boetes te innen, die ze bij dwangbevel kan geven. Zij kan binnen haar diensten een of meerdere ambtenaren aanstellen voor deze inning. Vóór het dwangbevel verzenden de Regering of de ambtenaar(nen) belast met de inning een uitnodiging tot betaling van de boete naar de schuldplichtige. Bij niet-betaling stelt de ordonnateur het dwangbevel op binnen de drie maanden vanaf die bekendmaking. Die dwangbevelen zijn uitvoerbaar binnen de acht dagen van de bekendmaking ervan aan de persoon die de boete verschuldigd is. Deze worden uitgevoerd door een deurwaarder binnen de regels bepaald door het Gerechtelijk Wetboek.

De in het vorige lid bedoelde termijn wordt niet op straffe van nietigheid bepaald.

De uitvoering van het dwangbevel kan slechts opgeheven worden door een gemotiveerd verzet met een dagvaarding. Op straffe van verval wordt dat verzet per exploit gemaakt en bekendgemaakt aan het kabinet van de Minister-President van de Franse Gemeenschap binnen de maand van de bekendmaking van het dwangbevel. »

Art. 55. In artikel 161, § 1, 1e lid van hetzelfde decreet worden de woorden « met terrestrische radiogolven » toegevoegd na de woorden « op een digitaal klankradio-omroepnetwerk ».

TITEL II. — Overgangsbepaling

Art. 56. De bijdragen van de dienstenuitgevers en -verdelers die verschuldigd waren vóór 1 januari 2009, bij toepassing van de artikelen 41 en 79 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, blijven onderhevig aan de nadere regels van de overeenkomsten die de dienstenuitgevers en -verdelers gesloten hebben vóór 1 januari 2009 met de Regering en de representatieve organisaties van de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap alsmede de auteurs en de uitvoerende kunstenaars van de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap.

De uitvoering van de bijdragen van de dienstuitgevers en -verdelers die verschuldigd zijn vanaf 1 januari 2009 wordt respectievelijk bepaald door de artikelen 41 en 79 van het decreet van 27 februari 2003 zoals gewijzigd bij dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 juli 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van de Raad. — Decretsontwerp, nr. 562-1. — Commissieamendementen, nr. 562-2. — Verslag, nr. 562-3. *Integrale verslagen.* — Bespreking. Vergadering van 14 juli 2008. — Aanneming. Vergadering van 17 juli 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 3508

[C – 2008/29452]

28 AOUT 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant le plan de formation propre au réseau d'enseignement officiel subventionné, pour l'enseignement de promotion sociale, en application de l'article 18 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, notamment l'article 18, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 portant exécution de l'article 18, § 2 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 2007 déterminant le plan de formation relatif au volet commun à l'ensemble des réseaux de la formation des directeurs;

Vu la proposition des organes de concertation et de représentation des pouvoirs organisateurs du réseau de l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'avis rendu par l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2008;

Vu le protocole de négociation du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II du 10 juillet 2008;

Vu le protocole de concertation du sous-comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné reconnu par le Gouvernement du 10 juillet 2008;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement obligatoire et du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. Le plan de formation relatif au volet visé à l'article 18, § 1^{er}, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs élaboré par les organes de concertation et de représentation des pouvoirs organisateurs du réseau de l'enseignement officiel subventionné, ci-annexé, est approuvé.

Art. 2. Le Ministre de l'Enseignement obligatoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 28 août 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Fonction publique,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

Ch. DUPONT